



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



● Agence Régionale de Santé
Bourgogne-
Franche-Comté

Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Dijon, le 17 JUIN 2025

Le directeur général de l'Agence régionale de santé
à

Monsieur le directeur du CHS St Ylie
120 route nationale
39108 DOLE CEDEX

RAR N° [REDACTED]

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 390005189 - EHPAD BRANTUS - MONTMIREY-LA-VILLE

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 26 mars 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 5 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse du 17 avril 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 26 mars 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED]
[REDACTED] chargé de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Jura : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Madame la Directrice Déléguée,
Directrice de l'EHPAD Brantus
33 rue Alexis Millardet
39290 MONTMIREY-LA-VILLE

Monsieur le Président
Conseil Départemental du Jura
17 rue Rouget de Lisle
39000 LONS-LE-SAUNIER

Prescriptions							
N°	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport EPH	Levée QM/ Abandonnée	Observations
1	Intégrer dans un document un volet précisant les obligations des salariés en matière de légallement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueilli ou résident de tels agissements.	Article 434-3 du CPP Article L313-24 du CASP	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de règlement et à leur protection	E1	II	Le gestionnaire indique que le document relatif au dispositif de gestion des événements indésirables graves est en cours de révision afin d'intégrer les obligations des agents en matière de règlement et leur protection lorsqu'ils démontrent ces faits. La prescription n°1 est maintenue et modifiée, dans l'attente de la transmission du fichier révisé.
2	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en assurant le suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP (CSP) ; - en disposant, d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - En proposant aux personnels PFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L313-3 du CASP Article L313-11 et 14 du CASP Article D312-155-01 du CASP Article L4312-2-4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents liens actifs, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel Liste des agents PFAS en poste au 01/04/2023 Tableau de suivi nominatif des personnels PFAS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur)	E2 R6	Abandonnée	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire et accuse réception des documents transmis : - Liste des agents PFAS au 01/04/2023 ; - Note de service pré-sélection PFAS et classement PFAS ; - Publications des offres des postes vacants. Le gestionnaire précise que la maquette organisationnelle est en cours de révision (dans le cadre du plan d'actions suite à l'audit abondance - 2ème semestre 2023). La mission constate que la structure propose des formations qualifiantes aux personnels PFAS et qu'un suivi régulier est assuré. La prescription n°2 est abandonnée.
3	Déposer d'un dossier complémentaire de médication coordonnée afin d'attendre l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'EHPAD.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-1 et 3 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Avenant au contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées	E3	II	Le gestionnaire a transmis la décision relative au médecin coordonnateur qui précise que le praticien hospitalier exerce la fonction de médecin coordonnateur. Conformément à l'article D312-156 du CASP, le temps de travail du médecin coordonnateur devra s'élever à 120 heures par semaine pour un établissement dont la capacité autorisée est inférieure à 60 places. La prescription n°3 est maintenue et modifiée.
4	Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et d'assurer l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/04/2023 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	E4	Abandonnée	Le gestionnaire a déposé le 01/04/2023 en poste au 01/04/2023, le tableau est incomplet. Par ailleurs, la mission a vérifié son inscription au répertoire RPPS : cette dernière est bien inscrite à l'ordre infirmier. La prescription n°4 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour : 20/05/2025
des mesures :
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD BRANTUS
Adresse : 33 R ALEXIS MILLARDET
Code postal : 35290
Commune : MONTMIREY LA VILLE

Recommandations					
Nb	1	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée
1		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RAPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire. La recommandation n°1 est abandonnée.
2		Définir et mettre en œuvre des leviers pour assurer la continuité de la fonction de direction, en formalisant un protocole précisant les modalités selon lesquelles la permanence est assurée	RAPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R2	Un protocole de continuité de direction est en cours de rédaction. La recommandation n°2 est abandonnée.
3		Disposer d'un organigramme nominatif de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une visibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	RAPP bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R3	Le gestionnaire a transmis un organigramme de la fonction de direction, qui précise les liens hiérarchiques et fonctionnels. L'organigramme ne mentionne pas le nom de l'ensemble des agents en poste et n'est pas spécifique à l'EHPAD Brantus. La recommandation n°3 est maintenue.
4		Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en organisant des réunions de coordination et de régulation des équipes soignantes pilotées par le MEDEC et/ou l'IDEC.	RAPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS -2008 partie 2 p.25 RAPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R4	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire. La recommandation n°4 est abandonnée.
5		Elaborer une fiche de poste pour les FF AS de l'établissement afin de fixer clairement leurs missions et responsabilités en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'HAS.	RAPP : Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008, partie 2 p.25 RAPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance HAS, 2008	R5	Une fiche de poste pour le personnel ASH FFAS est formalisée en mars 2025. La recommandation n°5 est abandonnée.